

NÉGOCIER UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE COMPÉTITIVE DANS L'UNION EUROPÉENNE



LES CAHIERS DE LA FONDATION

N° 81-82 – JANVIER 2012-JUIN 2012



EUROPE ET SOCIÉTÉ

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE SYSTÉMIQUE OUVRANT LA VOIE À UNE NOUVELLE CROISSANCE POUR L'EUROPE

Karl AIGINGER

Directeur
WIFO

Institut autrichien de Recherche économique

1. Une expérience réussie

Après avoir débuté il y a cinquante ans de cela avec seulement six membres, l'Union européenne a constitué une expérience d'intégration particulièrement *réussie*. Elle compte aujourd'hui 27 membres, et d'autres pays ont déposé une demande d'adhésion ou d'établissement de contacts entre des territoires voisins. En termes de produit national brut, l'actuelle UE-27 est la plus grande puissance économique du monde. Sa part de commerce mondial est plus stable que celle des États-Unis, même si elle a connu une légère baisse en raison de l'influence de ses membres récemment industrialisés. L'Europe est devenue une zone de paix, de prolifération de l'État de droit, et elle est connue pour sa politique étrangère « douce » (Sachs, 2008). Elle a également pris la tête du mouvement fixant des objectifs environnementaux (Kyoto) et a présenté un système d'échange de droits d'émission ; elle possède des parts de pauvreté relativement basses et une meilleure cohésion sociale que les autres espaces économiques.

On note cependant certains signes de faiblesse, et notamment une croissance lente, un déséquilibre du commerce (interne) et des problèmes de gouvernance. L'Europe a tendance à ne pas respecter ses propres stratégies. Cela entraîne des baisses de dynamisme, un taux de chômage qui demeure élevé, des déficits publics, des banques sous-capitalisées, et enfin, des taux d'intérêt plus élevés pour la dette souveraine (malgré des ratios dette/PIB plus bas qu'aux États-Unis et au Japon). Le problème de l'Europe vient en partie du fait que les institutions qui convenaient à un nombre moins important de pays et pour un processus d'intégration axé sur le commerce ne conviennent plus aux 27 pays, qui prévoient aussi l'intégration monétaire, une monnaie commune et une intégration encore plus profonde.

Tableau 1 : États-Unis par rapport à l'UE : dynamiques

	2000/2010		2007/2012		2010		EU 27 vs. US
	EU 27	USA	EU 27	USA	EU 27	USA	
	Percentage change p.a.				Level		
Real GDP	1.4	1.6	0.0	0.4	12247 ¹⁾	10898 ¹⁾	1.12 ¹⁾
GDP per capita at PPP	2.5	1.9	0.5	0.4	24422	36413	0.67
Population in 1000	0.4	0.9	0.3	0.8	501824	309625	1.62
GDP per worker at PPP	2.4	2.7	0.9	2.1	55042	79866	0.69

1) PIB nominal en millions de €. - Source : Eurostat (AMECO).

2. Trois questions primordiales

Dans cette « crise de la cinquantaine » de l'Union européenne, trois questions se posent. Premièrement : l'Union européenne doit-elle revenir, dans une certaine mesure, à sa taille de départ, souvent appelée le « *Noyau dur européen* », ou doit-elle mener ses 27 membres sur le chemin futur, voire même se risquer à poursuivre son élargissement ? Deuxièmement : l'Europe doit-elle copier l'actuelle économie de la frontière (États-Unis) ou peut-elle/doit-elle étendre son propre modèle économique ? Troisièmement : l'Europe doit-elle améliorer son dynamisme en réduisant ses coûts, ses prestations sociales et ses impôts, en choisissant ainsi la *voie secondaire* de la compétitivité, ou doit-elle choisir la *voie royale*, en luttant pour une meilleure éducation et innovation, en devenant le leader en matière de nouvelles technologies et de durabilité, et en produisant des produits de qualité hautement sophistiqués ? Dans une certaine mesure, ces trois questions sont liées, mais nous les étudierons individuellement.

Tableau 2 : Au-delà du PIB

	2000		2010		2000/2010		2010 EU 27 minus US
	EU 27	USA	EU 27	USA	EU 27	USA	
	Absolute change						
Employment rate	71.1	77.6	73.5 ³⁾	74.2 ³⁾	2.4 ³⁾	-3.3 ³⁾	-0.7
Unemployment rate	8.7	4.0	9.8 ³⁾	8.9 ³⁾	1.1 ³⁾	4.9 ³⁾	0.9
Energy/GDP ¹⁾	187.3	211.0	144.7 ⁴⁾	216.4 ⁴⁾	-42.7 ⁴⁾	5.4 ⁴⁾	-71.8
Greenhousegas/GDP ²⁾	554.6	817.6	393.6 ⁴⁾	474.1 ⁴⁾	-161.0 ⁴⁾	-343.5 ⁴⁾	-80.5
Debt/GDP	61.9	54.8	84.9 ³⁾	105.6 ³⁾	23.0 ³⁾	50.8 ³⁾	-20.7
Budget position/GDP	0.5	1.5	-3.9 ³⁾	-8.5 ³⁾	-4.5 ³⁾	-10.1 ³⁾	4.6 ⁶⁾
World export share	12.5	12.3	11.0	8.6	-1.5	-3.7	2.4
Current account/GDP	-0.6	-4.2	0.3	-3.2	0.9	1.0	3.5
Manufacturing/GDP	16.8	14.8	13.5	11.4	-3.4	-3.5	2.1
R&D/GDP	1.9	2.7	2.0	2.8	0.1	0.1	-0.8
Education/GDP	5.0	5.0	5.0 ⁵⁾	5.4 ⁵⁾	0.0	0.4	-0.4

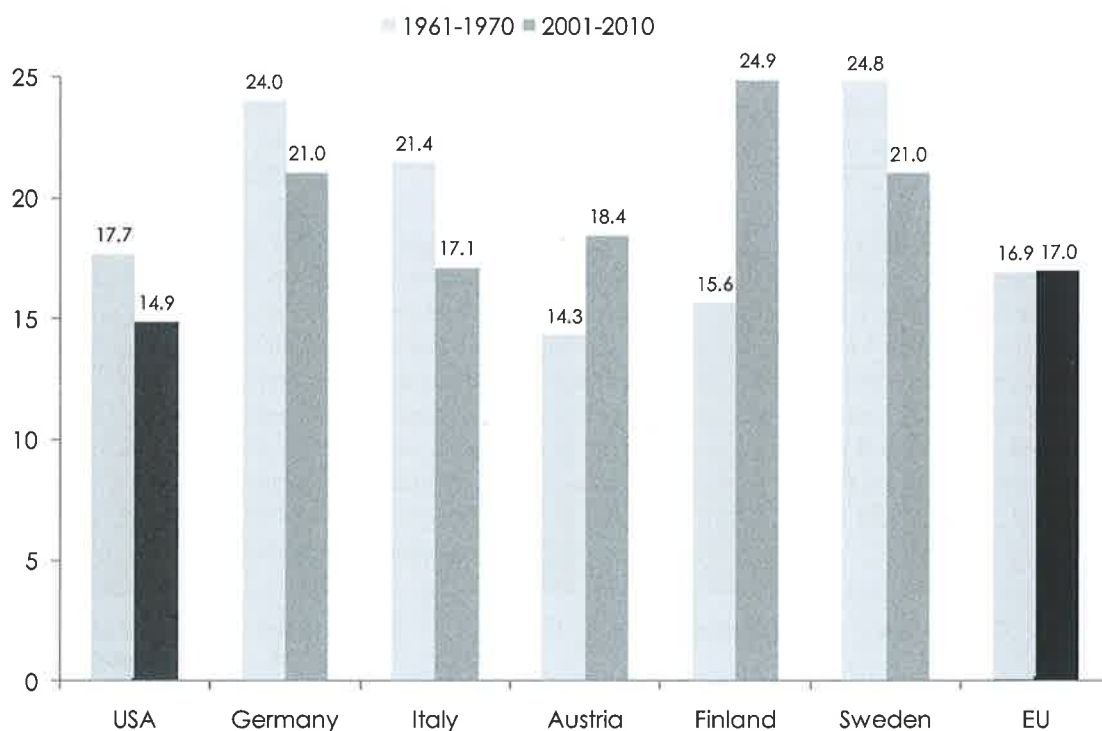
1) PIB en tep/millions - 2) t/PIB. - 3) 2012. - 4) 2009. - 5) 2008. - 6) Déficit moins important dans l'UE. - Source : Eurostat.

3. Point forts et points faibles par rapport aux États-Unis

Des rapports antérieurs sur la compétitivité de l'Europe (*Commission européenne, 2000 sq.*) sont arrivés à certaines conclusions qu'il nous convient de développer. La croissance à long terme de l'Europe est inférieure à celle des États-Unis. Le rattrapage en matière de productivité a connu une perte de vitesse au milieu des années 90. La population augmente moins que celle des États-Unis et son vieillissement est plus rapide (ce qui, encore aujourd'hui, entraîne une population sur le déclin dans certains pays et, dans la plupart des pays européens, une main-d'œuvre en baisse après 2020). L'écart en revenus par habitant reste à 30 % par rapport aux États-Unis, sans aucun signe de comblement. Cependant, la part des exportations mondiales de l'Europe n'est pas sur le déclin (ou tout au moins, décline moins lentement qu'aux États-Unis). L'Europe affiche une balance courante équilibrée et les États-Unis un déficit constant relativement important. La dette publique et le déficit du gouvernement sont inférieurs à ceux des États-Unis. En Europe, la part du secteur manufacturier est stable, alors qu'elle accuse une baisse importante aux États-Unis. Le secteur financier y gagne très rapidement des parts en production, alors qu'en même temps, la part du secteur manufacturier se réduit et tend vers les 10 % (2010 : 11 % aux États-Unis, 14 % dans les pays de l'UE-15). En Europe, la répartition des revenus s'élargit, mais la distribution entre les revenus supérieurs et inférieurs est moins importante qu'aux États-Unis, et le taux de pauvreté est inférieur en Europe. Par puissance fournie, les émissions et consommations d'énergie sont beaucoup plus basses en Europe.

Figure 1 : Part du secteur manufacturier plus importante et stable en Europe, en baisse aux États-Unis

En termes réels, part du PIB



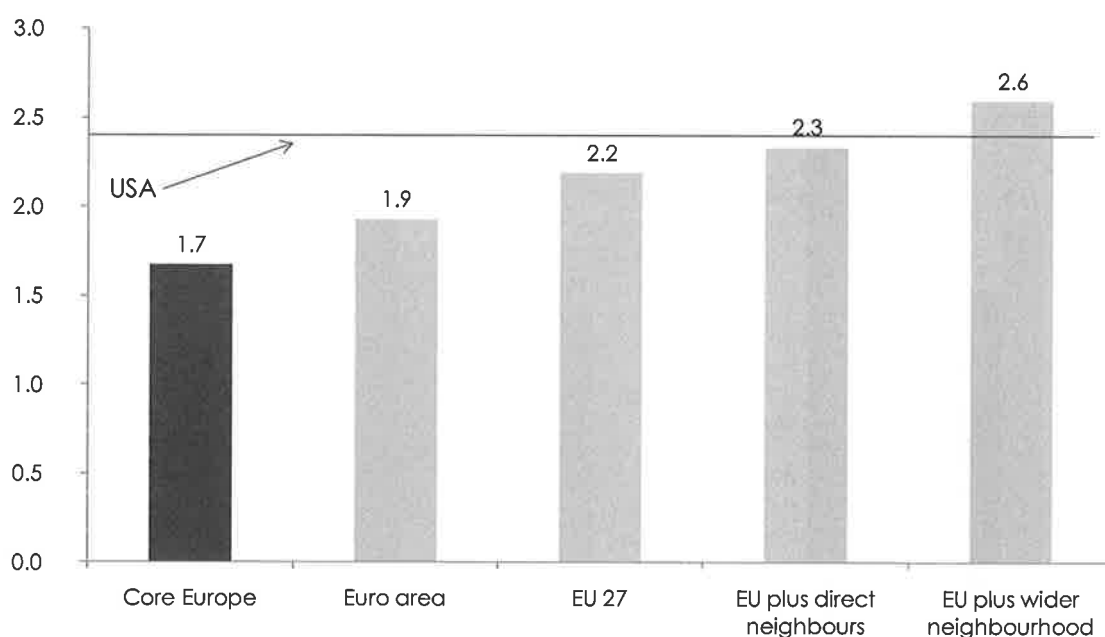
4. Le retour au noyau dur entraînerait des dynamiques faibles et des parts du marché mondial en diminution

Concernant le problème *Retour au noyau dur* contre *Poursuite de l'élargissement*, on observe que le noyau dur européen (constitué par l'Allemagne, la France, la Finlande, les Pays-Bas, l'Autriche et le Luxembourg) affichait avant la crise un taux de croissance de 1,7 %, alors que l'UE-27 a connu un taux de 2,2 %, et qu'en incluant ses pays voisins (mer Noire, ex-Yougoslavie, Russie et Afrique du Nord) l'Europe bénéficiait d'une croissance de 2,7 %. En incluant ses pays voisins¹, l'Europe croît donc plus vite que les États-Unis (2,4 %), à l'inverse du « noyau dur européen ». Mesuré sur la base de sa part du PIB mondial, la puissance économique du noyau dur européen était de 13 % en 2009, et celle de l'Europe incluant ses voisins de 35 %. La part du noyau dur européen est à nouveau inférieure, et celle de l'Europe avec ses voisins supérieure à celle des États-Unis (24 %). Cette part européenne plus importante au niveau de la production mondiale vaut également pour la composition actuelle de l'UE-27.

Dans sa composition actuelle, l'Union européenne est une zone économique importante qui bénéficie de voisins très dynamiques. L'Europe aura la possibilité de rester la plus grande puissance économique *uniquement* si elle parvient à coopérer avec ses voisins (ce qui ne signifie pas forcément une plus grande union monétaire, mais des efforts d'ouverture et de collaboration). Un partenariat devrait tout d'abord être offert aux voisins directs et indirects, en incluant des traitements préférentiels et des règles communes. Cette coopération devrait s'intensifier avec le temps.

Figure 2 : La croissance « européenne » 2000/2009 se situe entre 1,7 % et 2,6 %

Termes réels

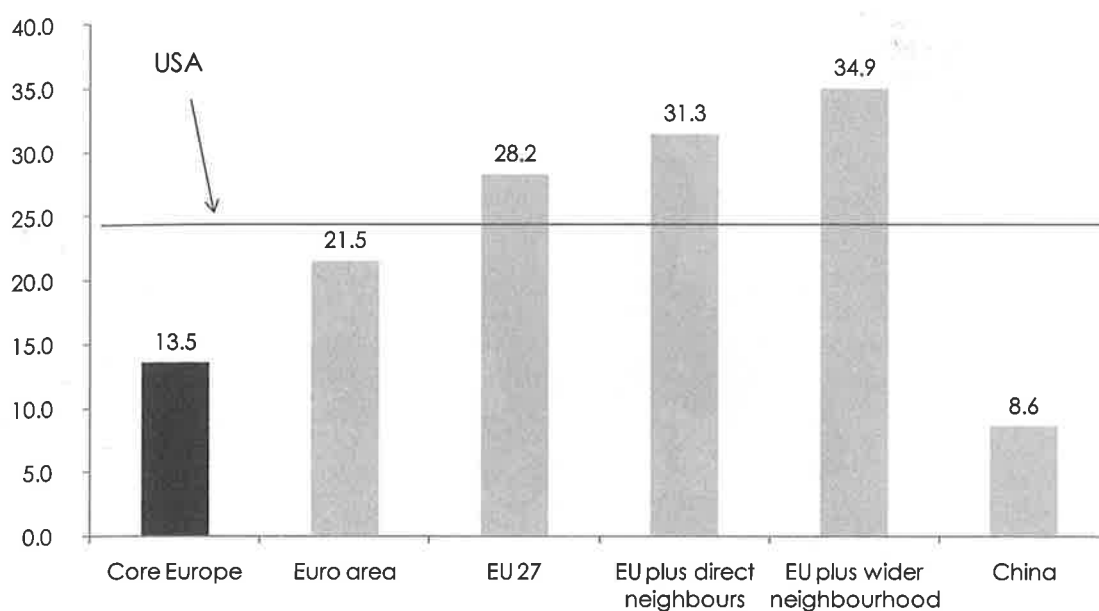


Source : Eurostat (AMECO).

1. Les voisins directs comprennent l'Albanie, la Bosnie/Herzégovine, le Kosovo, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie ; l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldova, l'Ukraine, la Turquie ; la Suisse, la Norvège ; le grand voisinage inclue la Russie, la Biélorussie, l'Israël, l'Afrique du Nord.

Figure 3 : La part de l'« Europe » dans le monde : Inférieure ou supérieure à celle des États-Unis

PIB, 2009, monnaie actuelle

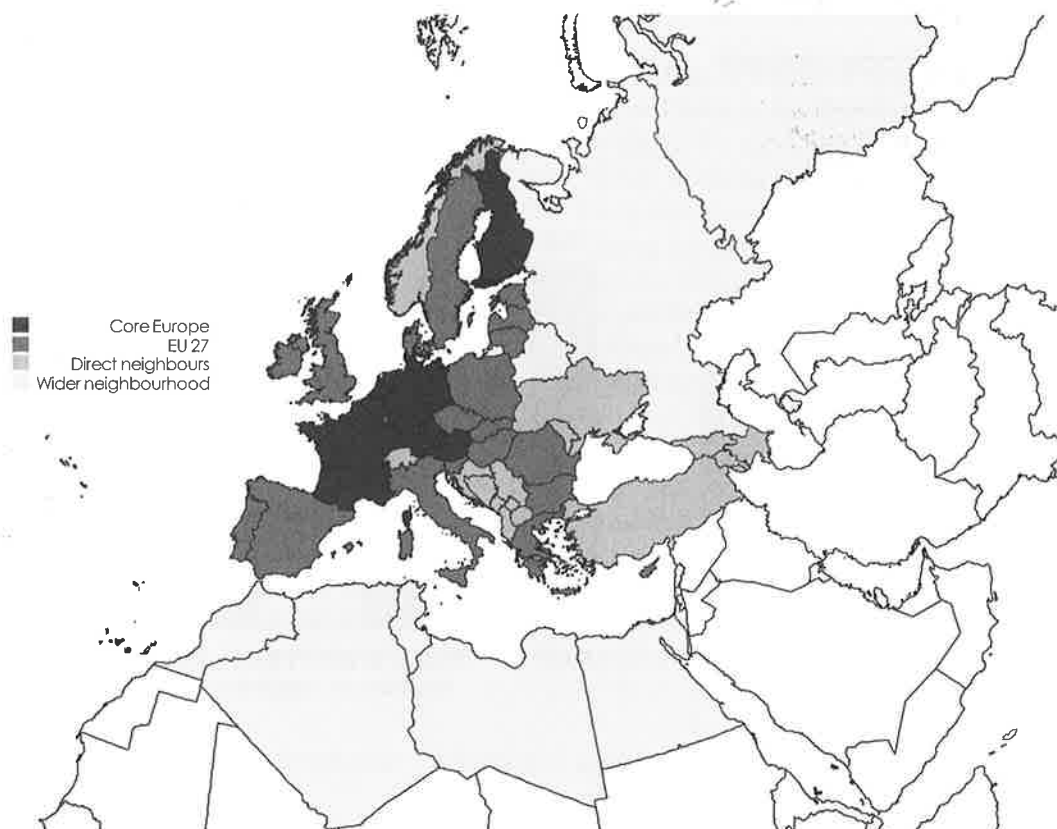


Source : Eurostat (AMECO).

À l'horizon 2050, la part de la production mondiale des pays définis en tant que noyau dur européen passera à moins de 10 % du PIB mondial, alors que l'Europe incluant ses voisins conservera une part supérieure à 30 % de la production mondiale et restera numéro un par rapport au PIB mondial du monde globalisé.

Cette perspective plus large suppose que l'Europe doit abandonner les concepts opposant l'euro du Nord à celui du Sud, et toute « nostalgie du noyau dur européen ». Quoi qu'il en soit, une stratégie de noyau dur européen ne fonctionnera pas : l'euro du Nord s'apprécierait et rendrait les exportations plus difficiles, alors que l'euro du Sud n'existerait pas, étant donné que les pays du Sud ont tous des relations économiques plus intenses avec l'Europe occidentale et centrale qu'entre eux. En outre, le Sud relie l'Europe à de nombreuses régions voisines, et la Grèce joue à ce niveau un rôle crucial, au moment où les pays de l'ex-Yougoslavie s'efforcent de devenir des membres de l'UE, permettant à l'Europe de construire des ponts vers l'Asie. L'Italie et l'Espagne jouent un rôle essentiel dans la coopération avec l'Afrique du Nord, et l'Espagne et le Portugal dans celle qui relie l'Europe à l'Amérique du Sud.

Figure 4 : Comment la Chine voit l'Europe : Zone rouge ou zone verte ?



5. Voie royale contre voie secondaire

Les dynamiques de l'Europe peuvent être encouragées par la *stratégie de la voie secondaire* ou celle de la *voie royale*. La *stratégie de la voie secondaire* pourrait entraîner une modération des hausses de salaires et encouragerait des contrats irréguliers, pour devenir compétitif sur les prix et atténuer la concurrence des économies émergentes (« rivaliser avec Pékin »). Cela pourrait entraîner un affaiblissement de l'inclusion sociale, et une réduction des impôts, ainsi que des contributions et des prestations sociales. La stratégie de la voie royale entraînerait des règles environnementales moins rigoureuses et l'abandon des objectifs climatiques (tout au moins tant que les concurrents d'Asie qui pratiquent des prix bas ne réduiront pas leurs propres émissions).

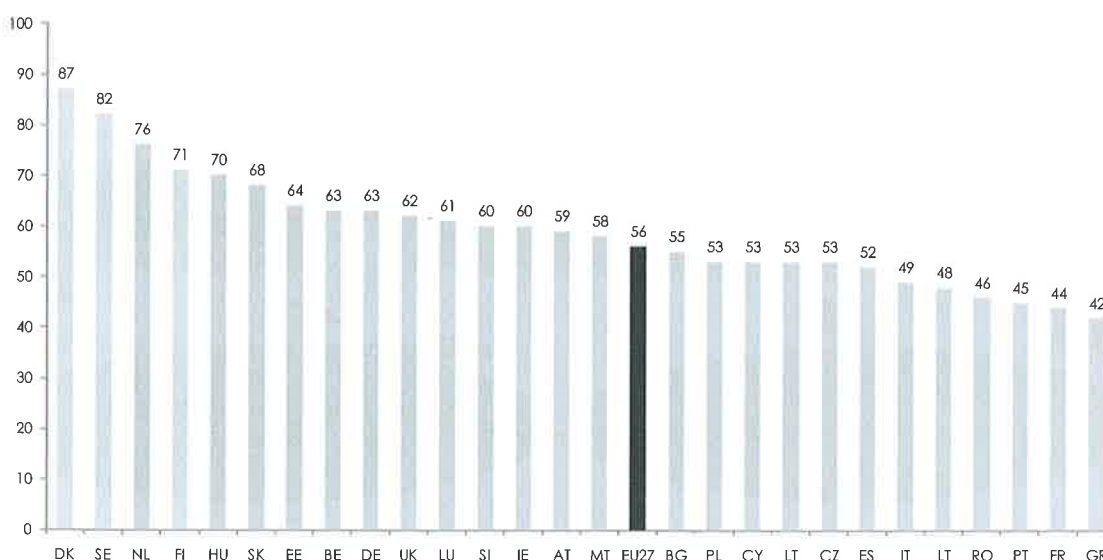
D'autre part, la *stratégie de la voie royale* implique de baser la compétitivité sur la main-d'œuvre la mieux formée, sur l'innovation et sur d'excellentes universités. Cela impliquerait de prendre l'initiative en matière de technologies pour la production d'énergies de remplacement, pour l'efficacité énergétique et une production propre. Les pays à l'avant-garde de la durabilité bénéficieront de coûts plus bas pour la réduction des émissions et d'un potentiel important d'exportation de produits et solutions écologiques (Stern, 2007), et de coûts beaucoup moins élevés que les pays « à la traîne ». Les innovations sociales, la fin des différences entre les sexes, l'amélioration des compétences — même dans le segment le plus bas — pourraient constituer une force productive permettant aux entreprises de pratiquer des prix plus élevés, pour une meilleure qualité. L'augmentation des salaires sera compensée par la hausse de la productivité, laissant les coûts unitaires de main-d'œuvre inchangés, voire même moins élevés.

6. Une nouvelle voie de croissance européenne

L'économie américaine dispose de la productivité la plus élevée et occupe une position dominante pour de nombreuses technologies ; il pourrait donc être tentant pour l'Europe de copier le système socio-économique américain. Cependant, il pourrait aussi s'avérer difficile de rattraper ou de dépasser les États-Unis dans des technologies où ils ont occupé pendant longtemps une place de leader. Il serait préférable de devenir des chefs de file dans le domaine des technologies, en concentrant ses efforts sur les questions d'environnement ou de santé, afin de promouvoir des innovations sociales et de nouveaux modèles de coopération sociétale.

Il n'apparaît pas non plus réaliste de suivre le modèle de la zone BRIC ou des autres économies émergentes. Il est difficile d'imposer le modèle d'une industrialisation promue par l'État et de limiter les libertés individuelles en Europe. Par rapport aux citoyens des États-Unis et d'Asie, la fonction d'aide sociale des Européens rehausse la valeur de l'inclusion sociale et de la durabilité. Il serait donc préférable que l'Europe trouve son propre modèle socio-économique (dans le cadre du débat « Au-delà du PIB »). Cela a déjà commencé dans la stratégie Europe 2020, qui appelle à une *croissance intelligente, inclusive et durable*.

Figure 5 : Attitude face à la globalisation : Une possibilité de croissance élevée ?



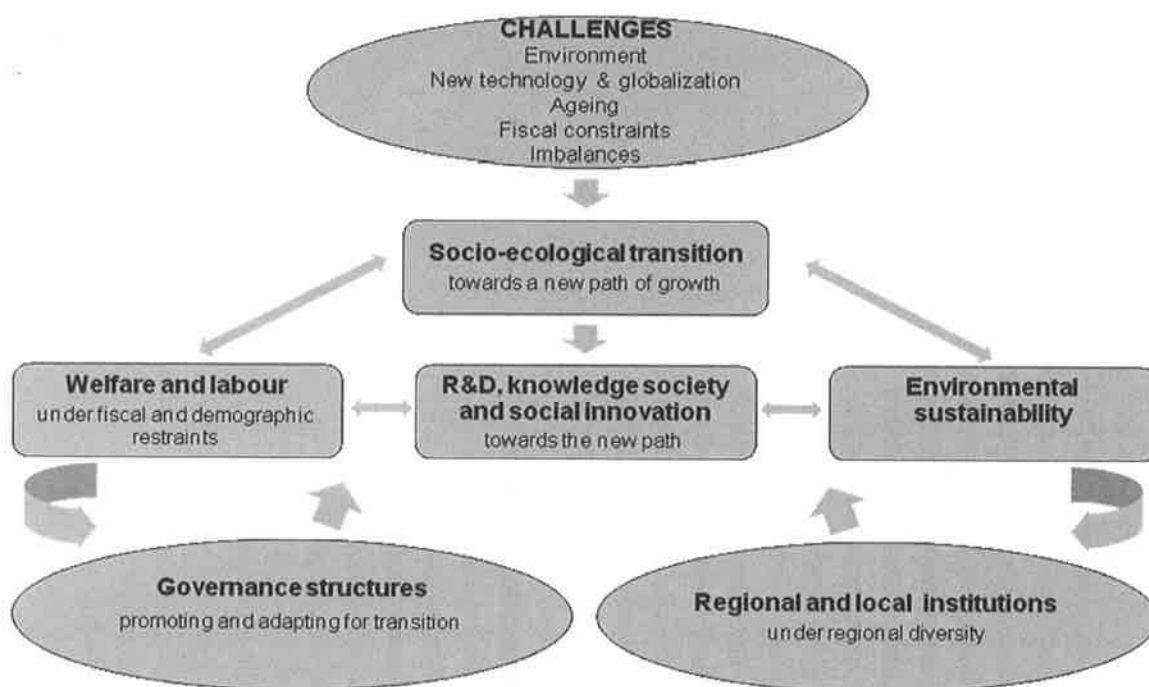
Source : Eurobaromètre.

7. Une stratégie nécessite un cadre analytique

Établir un document de stratégie tel que celui de l'UE-2020 est une chose, mais l'appliquer en est une autre. Celle de Lisbonne n'a pas été suivie, notamment parce qu'il s'agissait d'une stratégie « descendante » conçue par la Commission comme une politique autonome, déconnectée des autres stratégies de l'UE. La stratégie UE 2020 suit un modèle plus « ascendant » et mieux intégré aux autres priorités ; les pays membres définissent ainsi leurs cibles spécifiques (dans une certaine mesure et en connaissant l'objectif de l'UE). La stratégie de croissance est suivie conjointement avec la stratégie budgétaire dans ce qu'on appelle le « semestre européen ». Néanmoins, les crises budgétaires et le poids de la dette ont compromis la poursuite de cette stratégie. Dans de

nombreux pays, l'assainissement est une priorité fondamentale et les investissements dans l'innovation, l'éducation et les emplois verts ont été reportés (et la Commission européenne n'a pas émis de critique à ce sujet lors de l'évaluation des stratégies nationales, à la fin du premier semestre européen). L'assainissement budgétaire dans les pays périphériques a été uniquement défensif (en réduisant les salaires et les déficits), sans prendre en considération la période de post-regroupement et sans promouvoir la production industrielle ou les services haut de gamme. Cela entraîne une période de récession longue et douloureuse. Même dans les pays où le poids de la dette est moindre, on n'a pas suffisamment donné la priorité à l'innovation, à l'éducation et aux technologies durables. D'après tous les indicateurs sociaux ou écologiques, l'Allemagne a connu un recul (Aiginger – Leoni, 2011) au cours de la dernière décennie, et la France souffre d'un déficit commercial et d'un budget en Recherche et Développement bien inférieur à celui des armées (Aiginger, 2011).

Figure 6 : Le projet en bref



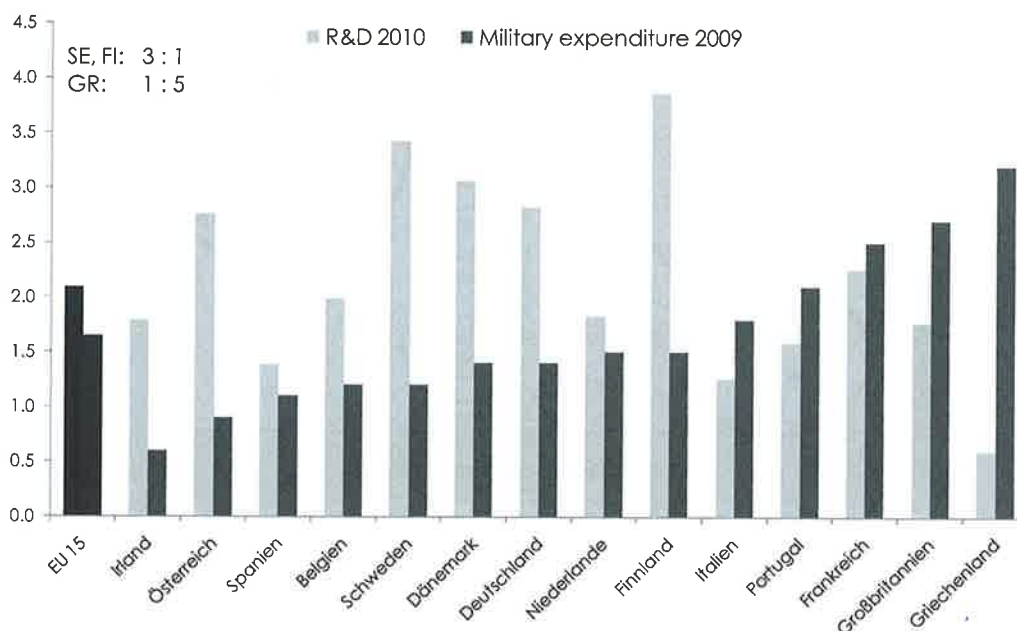
En collaboration avec la Direction de la Recherche en charge des grands projets de recherche intégrés, la Commission européenne a lancé un appel d'offres pour un projet sur une « Nouvelle voie de croissance en Europe mettant l'accent sur l'inclusion sociale et la durabilité ». Ce « Programme-cadre » lance la recherche sur les changements requis pour une nouvelle voie de croissance, sur le mode de réforme des institutions et sur la façon dont les objectifs de transformation de la voie de croissance peuvent être disséminés au niveau régional. Il s'agit de découvrir là où des exemples de transition existent déjà et quels sont les obstacles rencontrés lors du passage à une nouvelle voie de croissance. L'appel d'offres a été remporté par le WIFO (Institut autrichien d'études conjoncturelles), qui a rassemblé une équipe de 32 partenaires, un conseil scientifique composé d'excellents chercheurs d'Europe et d'ailleurs, et un conseil de politique comprenant des représentants de l'industrie, des syndicats, des experts non-gouvernementaux, ainsi qu'un ancien commissaire et un premier ministre réunis en conseil consultatif. Ce programme est quadriennal et il commencera en avril 2012. Il devrait augmenter les chances d'adhésion à la stratégie UE 2020, mais aussi faire en sorte que l'Europe choisisse la « voie royale » et le progrès comme un modèle différent de ceux qui existent déjà. L'Europe invitera ses voisins à suivre son modèle socio-économique.

8. Diversité passée et regain d'intérêt pour la politique industrielle

Différentes politiques industrielles ont été menées dans les pays d'Europe (l'Allemagne, la France et la Scandinavie ont ainsi chacune leur modèle). Cela a commencé par la Communauté du charbon et de l'acier, puis pendant un certain temps, la politique industrielle est restée principalement une affaire nationale. Jusqu'aux années 90, elle n'était même pas mentionnée dans les traités européens. Il y eut ensuite une période de politiques horizontales de compétitivité ; des « mesures » générales étaient appliquées, sans faire de différence entre les secteurs. Dans les années 90, on aurait presque pu croire que la politique industrielle était une espèce en voie de disparition (Aiginger, 2007).

Les analyses empiriques des stratégies précédentes indiquent que les pays s'appuyant sur l'aide de l'État et les réglementations nationales en tant que principaux instruments de politique industrielle enregistraient des résultats macroéconomiques inférieurs (comme cela a été mesuré par une série d'indicateurs sur des dynamiques, économique, l'emploi et la stabilité de l'économie), alors que les pays dont la politique économique était axée sur la promotion de facteurs externes positifs enregistraient de meilleurs résultats macroéconomiques (Aiginger – Sieber, 2006). Un groupe de pays scandinaves (Suède, Finlande, Danemark) ont investi massivement dans la recherche et le développement, et dans l'éducation, en s'attachant plus particulièrement aux industries des TIC, créant ainsi une économie fondée sur la connaissance. Ces pays nordiques pourraient être le point de référence pour une politique industrielle et de l'innovation orientée vers l'avenir. Le modèle français, axé sur des secteurs prioritaires ou « Grand projets », a connu certaines réussites (Airbus, Ariane), mais aussi de nombreux échecs (Minitel, etc.). Les pays d'Europe méridionale ont connu une période de rattrapage réussie, pour arriver jusqu'au niveau de vie moyen européen, mais ils ont omis d'investir dans l'innovation et le système éducatif. Ils n'ont pas modernisé leur base industrielle, mais ont conservé un secteur militaire très important. Les cinq pays dont la part de dépenses militaires est la plus importante par rapport à leur PIB affichent maintenant d'importants déficits commerciaux, ce qui signifie que les synergies entre le secteur militaire et celui des technologies civiles ont cessé d'exister. Les dépenses militaires entravent les possibilités d'innovation civiles.

Figure 7 : R&D contre dépenses militaires



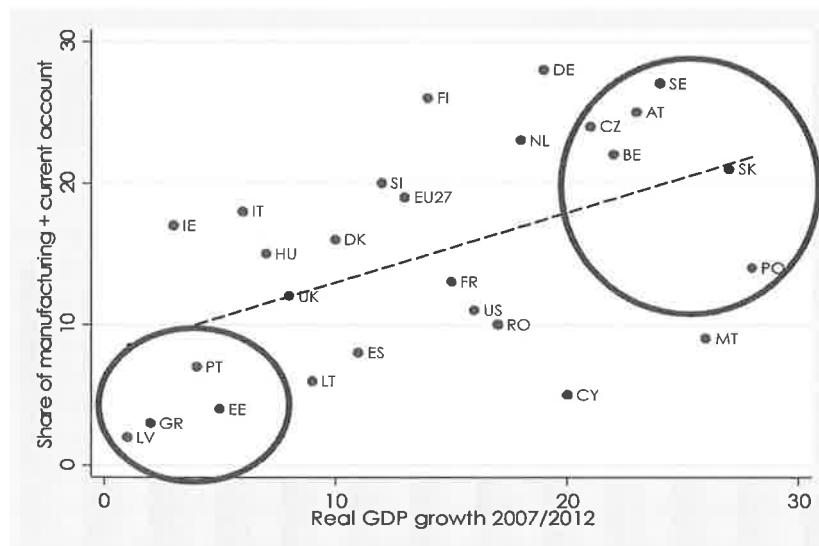
Source : Eurostat, SIPRI.

Après 2000, on a observé une première vague de regain d'intérêt pour la politique industrielle, en raison de la pression concurrentielle des pays émergents (mondialisation), et peut-être aussi à cause de l'augmentation du chômage et de l'avance technologique durable des États-Unis. Les politiques industrielles et de l'innovation fusionnent, en partie parce que les subventions n'étaient autorisées que pour les petites entreprises/start-up et pour les projets liés à la technologie. De nouvelles initiatives européennes ont souligné la priorité des mesures horizontales, en reconnaissant toutefois que toutes les mesures horizontales ont un impact différent dans les secteurs de la haute et basse technologie (par ex. : innovation), et dans certaines industries, les mesures horizontales doivent donc être complétées par des mesures sectorielles (comme la standardisation). Ce nouveau type de politique industrielle a été qualifié de *politique matricielle* (Aiginger – Sieber, 2006), car la stratégie peut être décrite en rangées (industries) et colonnes (mesures).

Lors de la crise financière récente, la politique industrielle a trouvé un deuxième souffle. Les premières données empiriques indiquent qu'un pays est d'autant plus touché par la crise lorsque sa base manufacturière était plus basse, lorsque ce secteur s'était encore plus érodé ces dernières années et lorsque le déficit de sa balance courante était encore plus important au début de la crise (Aiginger, 2011). En Grèce, le secteur industriel a décliné, passant de 11 % (2000) à 7 %, et le déficit de la balance courante a atteint 15 % du PIB (2008). Des évolutions similaires peuvent être observées au Portugal, en Espagne et Lettonie.

Les pays disposant d'une base industrielle importante et stable, et d'une balance courante positive, comme la Suède et l'Autriche, ont connu un recul moins accentué de leur PIB². Les périodes de crise sont le berceau du protectionnisme, alors que la supériorité technologique permet aux industries et aux pays de se rétablir plus rapidement (comme pour le secteur des véhicules haut de gamme en Allemagne). On note en outre un regain d'intérêt pour la politique industrielle, en raison du caractère urgent des nouveaux défis et des besoins sociaux. Cela vaut notamment pour les problèmes environnementaux, les changements climatiques, les pénuries de ressources (pic pétrolier), les questions touchant à la santé et le vieillissement.

Figure 8 : Ampleur de la crise contre Base industrielle
Classements des performances et de la base industrielle



Source : Eurostat (AMECO).

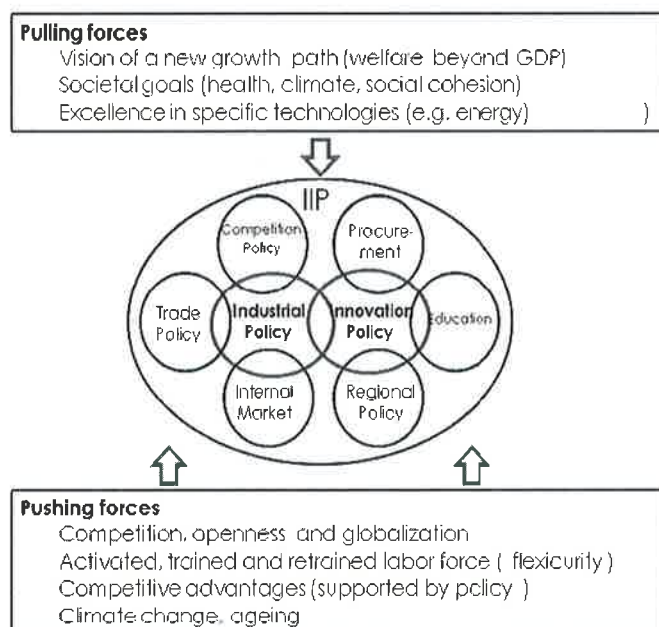
2. Les déficits budgétaires et le ratio dette/PIB permettaient beaucoup moins d'expliquer les différences entre les pays pendant la crise.

9. Une politique industrielle systémique : Tirée par une vision, poussée par la concurrence et l'ouverture

Une politique industrielle orientée vers l'avenir doit partir des défis révélés par la mondialisation et de ceux qui se trouvent dans la crise financière. Elle doit se fonder sur la recherche et l'éducation, la politique industrielle fusionnant avec la politique d'innovation. Elle doit englober aussi bien les petites que les grandes entreprises, et favoriser des relations étroites entre les entreprises et les universités, et une coopération entre celles-ci (regroupements) ; la politique d'éducation doit pouvoir garantir une égalité des chances dès le départ, et aussi promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie. Les systèmes d'innovation sont supérieurs lorsqu'ils puisent activement des connaissances de la masse commune internationale, en intégrant ainsi des chercheurs internationaux, sans oublier les migrants et les nouveaux venus. Le secteur manufacturier reste compétitif lorsqu'une économie est ouverte aux importations et aux IED vers l'intérieur, afin de pouvoir utiliser la division du travail le long de la chaîne de valeur. Une nouvelle politique industrielle et d'innovation stimule la concurrence et saisit les avantages de la mondialisation. Le désir de comprendre des cultures, des langues et des esprits d'entreprise différents sont autant d'éléments essentiels.

La politique industrielle doit être systémique, dans le sens où elle découle des objectifs de la société. Si le poids de la fonction du bien-être des citoyens européens joue un rôle important, tout comme la hausse des revenus, une meilleure inclusion sociale (avec une dispersion des salaires moins importante), des équilibres régionaux, un système financier stable et un certain niveau de durabilité, alors la politique industrielle doit promouvoir ces objectifs, notamment en déplaçant l'innovation vers le domaine social et écologique, tout en restant compétitif, avec un potentiel de hausse des revenus. Une politique industrielle doit utiliser ces forces propres à promouvoir le changement et à encourager des revenus plus élevés, comme dans le cas de la concurrence et de la mondialisation. Une politique industrielle systémique est donc tirée par une vision et poussée par la concurrence (voir figure 9).

Figure 9 : La SIIP (Systemic Industrial and Innovation Policy — Politique Industrielle et de l'Innovation Systémique) en bref



10. Une nouvelle voie de croissance européenne soutenue par la politique industrielle

Le regain d'intérêt pour la politique industrielle est apparu pour la première fois en réponse à l'incapacité de l'Europe à combler l'écart de productivité par rapport aux États-Unis et de la pression de plus en plus forte des économies émergentes dans un monde en phase de globalisation. Ce mouvement a ensuite été exacerbé par la crise financière et le constat empirique que les pays ayant une base industrielle de plus petite taille et affichant des déficits commerciaux et de la balance courante avaient souffert plus gravement de la crise (Aiginger, 2011).

L'Europe a réagi à l'application décevante de la stratégie de Lisbonne par celle d'Europe 2020, pour une croissance intelligente, inclusive et durable. La crise de la dette souveraine a changé à nouveau la priorité, en s'éloignant des objectifs stratégiques vers la nécessité d'un assainissement budgétaire. Le sommet européen de janvier 2012 a tenté de remettre l'accent sur la croissance et l'emploi. Face à cette situation d'objectifs conflictuels et de perspectives d'avenir à court terme défavorables, il est extrêmement important de s'en tenir aux objectifs à long terme. Les nouvelles stratégies requièrent impérativement une base analytique. C'est précisément la mission du projet WWWforEurope mis en œuvre par le WIFO et ses partenaires. Il doit analyser la nécessité, les obstacles et les conditions de cette transition (là où le développement d'une politique industrielle et de l'innovation systémique constitue un des cinq principaux domaines de recherche).

Dans le contexte des changements de grande ampleur nécessaires en Europe, le caractère *systémique* de la politique industrielle devient chaque jour plus important. La politique industrielle doit aller de pair avec la réponse que nous apportons aux trois questions primordiales pour l'avenir de l'Europe. Elle doit être en accord avec l'effort fourni par l'Europe pour devenir une *grande Europe ouverte*, qui inclue le sud et ses voisins, et elle doit promouvoir le secteur manufacturier, notamment dans les régions dont la base industrielle est limitée et le déficit de la balance courante important (comme dans le cas de la Grèce et du Portugal). Elle doit promouvoir le *passage d'une stratégie de la voie secondaire* (et être le principal moteur de cette transition) à *une stratégie de la voie royale* en favorisant l'excellence dans l'éducation, la technologie et les universités. La SIIP doit suivre la *vision d'un nouveau modèle européen (voie de la croissance)*, avec une croissance intelligente, une meilleure inclusion sociale et le plus haut niveau de durabilité. Une SIIP n'est pas une politique autonome ou nationale, mais un moteur du changement vers la stratégie Europe 2020.

Références

- Aghion, Ph., Boulanger, J., Cohen, E., Rethinking Industrial Policy, Bruegel Policy Brief, 04/2011.
- Aghion, Ph., Cette, G., Cohen, E., Lemoine, M., Crise et Croissance : une stratégie pour la France, Paris, 2011.
- Aiginger, K., The inefficiency of Industrial and Innovation Policy in France, VOX, 3.10.2011.
- Aiginger, K., « Industrial policy : a dying breed or a re-emerging phoenix », Special issue on the Future of Industrial Policy, Journal of Industry, Competition and Trade, Vol. 7, N° 3+4, Décembre 2007, p. 297-323.
- Aiginger, K., « Competitiveness : From a Dangerous Obsession to a Welfare Creating Ability with Positive Externalities », Special Issue on Competitiveness, Journal of Industry, Competition and Trade, Vol. 6, N° 2, Juin, 2006, p. 161-177.
- Aiginger, K., "Industrial policy : past, diversity, future", Journal of Industry, Competition and Trade, Vol. 7, N° 3+4, 2007, p. 143-146.

- Aiginger, K., « Why Growth Performance Differed across Countries in the Recent Crisis : the Impact of Pre-crisis Conditions », *Review of Economics and Finance*, N°4 /2011, S 35-52.
- Aiginger, K., *Evaluation of the Finnish National Innovation System – Policy Report*, 2009.
- Aiginger, K., Leoni, Th., *Strukturpolitik für Soziales Wachstum*, mimeo, Friedrich Ebert Stiftung, Berlin, 2011.
- Aiginger, K., Sieber, S., « The Matrix Approach to Industrial Policy », *International Review of Applied Economics*, Vol. 20, N° 5, Décembre 2006, p. 573-603.
- Competitiveness Reports of DG Enterprise ; Background Reports by WIFO-team.
- EU Commission, *An Integrated Industrial Policy for the Globalisation Era, Putting Competitiveness and Sustainability at Centre Stage*, COM (2010) 614.
- European Commission, *Competitiveness Reports of DG Enterprise ; Background Reports 2000 — 2011* (Lead by WIFO-team, Michael Peneder).
- Peneder, M., *Technological regimes and the variety of innovation behavior : creating integrated taxonomies of firms and sectors*, *Research Policy* 39, 2010, p. 323-334.
- Peneder, M., *Technological regimes and the variety of innovation behavior : creating integrated taxonomies of firms and sectors*, *Research Policy* 39, 2010, p. 323-334.
- Sachs, J., *Europe as a soft power*, *Financial Times* 19.08.08.
- Stern, *Stern Review : The Economics of Climate Change*, HM Treasury, 2007.
- WWWforEurope : *Europe moving towards a new path of economic growth and social development*, 7th Framework Programme.